Décisions durables

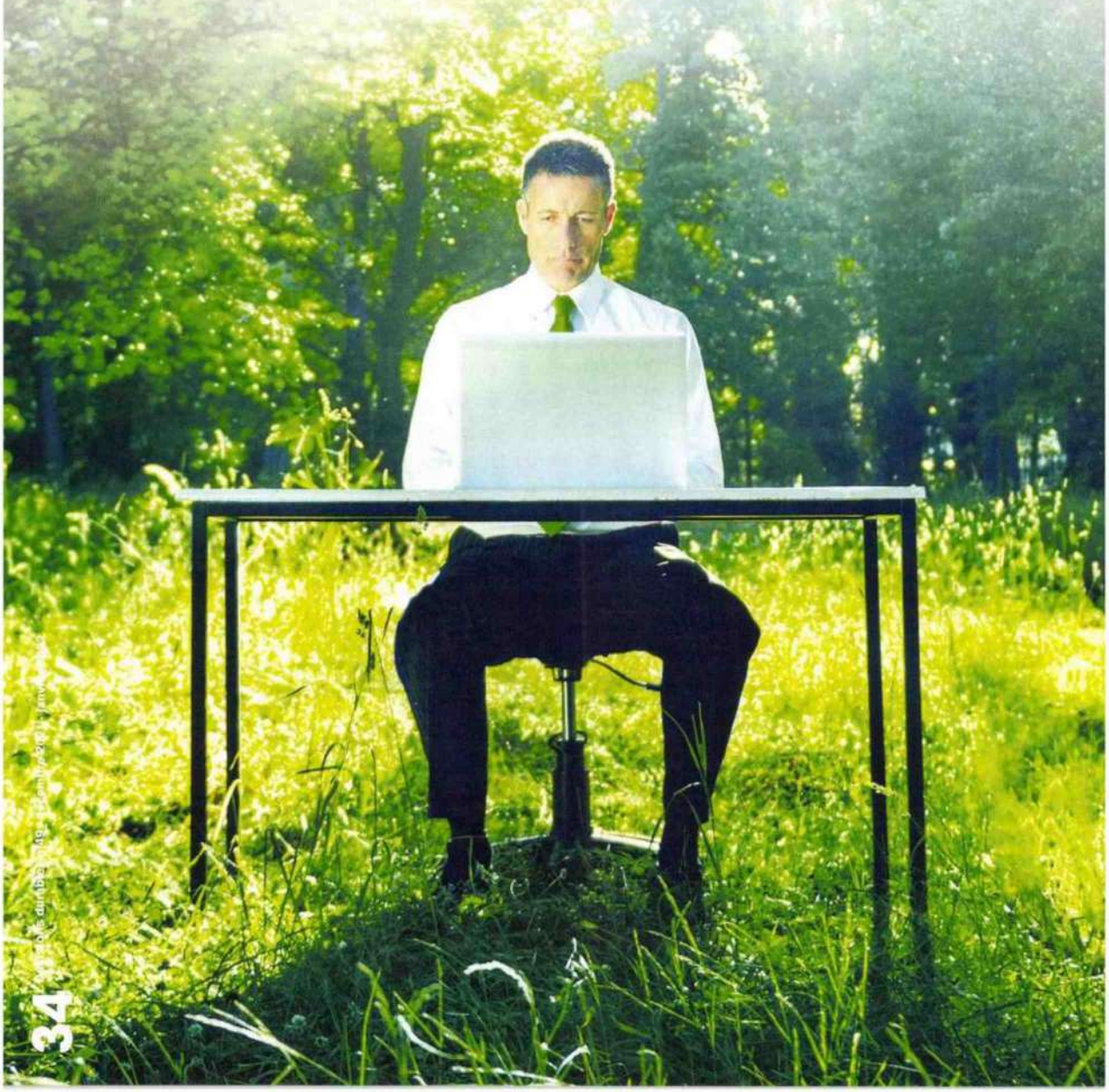
PAYS :France
PAGE(S) :34-41
SURFACE :615 %

PERIODICITE :Bimestriel
JOURNALISTE :Céline Husétowski

1 décembre 2021 - N°49

MÉTIERS VERTS

Le col vert va-t-il trouver sa place ?



Tous droits de reproduction réservés

Pickanews

Décisions durables

PAYS :France
PAGE(S) :34-41
SURFACE :615 %

PERIODICITE :Bimestriel
JOURNALISTE :Céline Husétowski

1 décembre 2021 - N°49

Après une année 2020 chamboulée par la crise sanitaire, les Français ont revu leurs attentes dans leur travail: plus de sens mais aussi plus de respect de l'environnement.
Le temps du col vert est-il arrivé? Tous les feux sont-ils au vert?
Les métiers verts, ces métiers qui permettent de mettre ses compétences au service de la protection de l'environnement, représentaient 14,5% de l'emploi, toutes professions confondues, en 2019. Comment ce chiffre va-t-il évoluer, alors que deux plans d'investissements censés soutenir l'économie verte, le plan France relance et France 2030, viennent d'être lancés? Enquête au pays des métiers verts, parfois pas si verts, qui se cherchent une troisième voie entre écologie et croissance, avant les élections présidentielles.

par Céline Husétowski

Les métiers verts: des chiffres et des mots

Selon les derniers chiffres de l'Observatoire national des emplois et des métiers de l'économie verte (Onemev) et de Pôle emploi, les métiers de l'économie verte représentaient 446000 projets de recrutement sur 2,7 millions en 2019, soit 16%[1]. À titre de comparaison, la même année, le secteur des services aux particuliers représentait 37%[2] des projets de recrutement et celui des services à la personne, 26%. Une part du recrutement encore minoritaire, mais qui augmente doucement (+ 4,4 % en 2018)[3], grâce entre autres aux éco-activités[3] dans les domaines de l'agriculture biologique et des énergies renouvelables (2,1% de l'emploi en 2018).

«Les opportunités sont là, soutenues notamment par le plan France relance», estime Sophie Margontier, chargée de mission Économie verte, métiers, formations au ministère de la Transition écologique et solidaire, et auteure du dernier rapport d'activité de l'Onemev. Avec le plan France Relance annoncé le 14 juillet, et le plan France 2030 présenté le 12 octobre, plusieurs secteurs (transport, construction, agriculture, santé, nucléaire) vont avoir besoin de nouveaux talents. Et bien que l'Onemev ne reconnaisse actuellement qu'une dizaine de métiers verts dans sa nomenclature des professions, leur nombre pourrait monter à 200 en prenant en compte le libellé de l'emploi.

Des termes peu encadrés

Mais au fait, comment identifie-t-on un métier vert? Sophie Margontier précise que *«le terme de métier vert n'est pas encadré légalement, ni son utilisation labellisée.»* La mission d'observation a été mise en place justement pour proposer des ressources et accompagner les entreprises sur ces métiers.

Pour poser un cadre, il y a tout de même une définition du Commissariat général au développement durable (CGDD). Les métiers de l'économie verte englobent:

→ **les métiers verts**, (par exemple, chargé d'études biodiversité, technicien des espaces naturels), qui contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser, corriger les impacts négatifs et les dommages sur l'environnement

→ et **les métiers verdissants** (ex: chargé de mission RSE, chargé de marketing responsable). Leur finalité n'est pas environnementale mais ils intègrent de nouvelles briques de compétences pour prendre en compte de façon significative et quantifiable la dimension environnementale.

Statistiquement, il y avait, en 2017, 26 fois plus d'emplois dans les métiers verdissants (3,7 millions) que dans les métiers verts (142000)[4]. *« Ils embrassent un périmètre plus large d'activité»*, justifie Sophie Margontier.

Le problème c'est que le périmètre est de plus en plus large et certains cabinets de recrutement n'hésitent plus à brouiller les pistes en parlant de job à impact, job de sens pour parler des métiers avec une dimension écologique. *«La frontière est parfois un peu floue»*, admet Caroline Renoux, fondatrice du cabinet Birdeo et de People for impact, cabinet de recrutement et de chasseur de têtes sur les métiers à impact. Mais elle a réussi à délimiter la frontière: les métiers à impact sont positifs à la fois sur l'environnement et la société alors que les métiers verts agissent plutôt sur l'environnement et la pollution. Mais pas question d'encadrer légalement le terme des métiers de l'environnement. *«Ce sera plutôt au temps de redéfinir ces mots.»*

Chiffres clés

142000 emplois verts

3,7 millions d'emplois verdissants

Soit **14,5%*** de l'emploi toutes professions confondues

*En 2017, source: Onemev

Tous droits de reproduction réservés

Pickanews

Décisions durables

PAYS :France
PAGE(S) :34-41
SURFACE :615 %

PERIODICITE :Bimestriel
JOURNALISTE :Céline Husétowski

1 décembre 2021 - N°49

Le col vert, plutôt un ouvrier du bâtiment

Si le terme de *«métier vert»* existait déjà, le statut du col vert est en pleine création et devrait être boosté avec le plan France 2030. En 2017, 41 %[5] des personnes qui travaillent dans les métiers verts étaient des ouvriers, 20 % des cadres, 11 % des artisans, commerçants et chefs d'entreprise (dans le périmètre verdissant) et 28 % des professions intermédiaires.
Actuellement, trois secteurs sont particulièrement en recherche de cols verts :

→ **Le secteur du bâtiment** (plombier chauffagiste, couvreur, maçon). *«Les entreprises ont de grandes difficultés de recrutement dans ce secteur»*, explique Murielle Matus, chargée d'études à la Direction des statistiques, des études et de l'évaluation à Pôle emploi, dans un podcast consacré au sujet[6].

Ce sont bien les règles et les normes qui font évoluer les activités et les métiers

Avec les nouvelles normes pour la construction et l'isolation, la rénovation des systèmes de chauffage, le secteur du bâtiment a dû s'adapter. Et ce sont bien les règles et les normes qui font évoluer les activités et les métiers, *«même s'il ne devrait pas y avoir forcément besoin de plus de contraintes pour devenir éco-responsable»*, déplore Sophie Margontier.

→ En 2e position, on retrouve **le secteur de l'industrie**. Celui-ci qui souffre d'un manque de profils (ingénieur, technicien) dans le domaine de la qualité, l'hygiène, sécurité et environnement (QHSE). Ce domaine d'expertise très technique nécessite de connaître les normes environnementales. En 2019, les profils liés à la QHSE et à la prévention/traitement des pollutions, des nuisances et des risques représentaient chacun plus d'un quart des offres d'emploi émises (étude APEC).

→ Enfin en dernière position, **le secteur de l'énergie**, autour du photovoltaïque, de la géothermie et aussi du nucléaire, qui peine à recruter, surtout des techniciens.

«Mais il faudra aussi surveiller le secteur de l'économie circulaire, autour de la réparation des produits manufacturés en France, la gestion de pièces détachées, et le recyclage des déchets plastique qui sont des propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat», explique Murielle Matus dans son podcast. Actuellement, le plan France Relance ne traduit que 20 % des propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat.
Sur le plan géographique, on retrouve une concentration des emplois verts en Corse (15,4 %), en Centre-Val de Loire (15,3 %) et en Normandie (15,2 %). L'Île-de-France n'arrive qu'en 12e position du classement avec 14,1 %[7] d'emplois verts.

Pénurie de candidats

Les cadres qui préfèrent rester dans les grandes villes et travailler dans un bureau sont plus recherchés dans les métiers verdissants. Dans son cabinet de recrutement Birdeo, Caroline Renoux cherche principalement des consultants RSE et surtout des profils pour calculer l'impact carbone. *«Et sur ce type de nouveau métier de la transition écologique, je ne trouve parfois pas de candidat»*, déplore-t-elle.
Dans une étude publiée en janvier 2021, son cabinet a listé les 5 métiers qui devraient être les plus recherchés dans le développement durable. On y retrouve dans l'ordre les métiers de :

→ conseiller en transition neutralité carbone,
→ chef de projet taxonomie verte,
→ chef de projet éco-conception et recyclabilité,
→ chargé de contenu d'une marque responsable,
→ chef de projet hydrogène.

Mais y aura-t-il assez de candidats ?

Tous droits de reproduction réservés

Pickanews

Décisions durables

PAYS :France
PAGE(S) :34-41
SURFACE :615 %

PERIODICITE :Bimestriel
JOURNALISTE :Céline Husétowski

1 décembre 2021 - N°49

Des étudiants mal formés et des entreprises déboussolées

Si l'économie verte manque de candidats dans certaines branches, c'est surtout à cause de la formation. *«Les étudiants sont très mal formés,* explique Caroline Renoux. *Les ingénieurs ont juste une sensibilisation sur le sujet et on devrait plus mettre l'accent sur la finance durable et le marketing responsable dans les établissements supérieurs. Pour cela il faut que les programmes des universités s'adaptent.»*

« Les formations ne sont pas à la hauteur de l'urgence climatique »

Même cri d'alarme du côté de l'association des ingénieurs engagés, une fédération visant à repenser la place de l'ingénieur dans la société. Pour Seymour Guyot-Reeb, 28 ans, membre de la fédération et ingénieur diplômé de l'ENSCBP, une grande école de Chimie à Bordeaux, *«les formations ne sont pas à la hauteur de l'urgence climatique.»* Diplômé en 2017, il n'a eu que très peu de cours sur l'environnement. *«On nous parlait des déchets; comment les mettre dans des conteneurs et les revendre à d'autres pays,* ironise-t-il. *Mais nous n'avions ni cours sur l'impact de notre industrie sur l'environnement, ni cours d'éthique. Et on sait très bien que plus un déchet est petit, moins on peut le recycler.»*
Pour rattraper son retard, il s'est formé en autodidacte en regardant des vidéos sur Youtube, et en assistant à des conférences ou des petits-déjeuners du Shift Project. Sa formation d'ingénieur l'a quand même bien aidé à cerner les enjeux.

Partir de son métier

Sur l'année scolaire 2018-2019, 100 000[8] jeunes préparaient un diplôme en relation avec l'environnement, soit environ 8,4 % de l'ensemble des élèves et étudiants (du Brevet au Bac+8). Cependant, toutes les formations ne sont pas recensées. *«On liste les formations publiques qui relèvent du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, des lycées, des universités et des écoles d'ingénieurs, mais on ne peut pas prendre en compte toutes les formations du service éducatif»,* nuance Sophie Margontier. Autre point négatif, aucun contrôle ▪▪▪

Une manifestation pour le climat, à Lyon.

Tous droits de reproduction réservés

Pickanews

Décisions durables

PAYS :France
PAGE(S) :34-41
SURFACE :615 %

PERIODICITE :Bimestriel
JOURNALISTE :Céline Husétowski

1 décembre 2021 - N°49

n'est fait sur l'adéquation entre le diplôme et la formation car *« il faudrait aller voir sur le terrain pour vérifier chaque formation. »*

« Tant que les besoins en compétences ne sont pas identifiés par les entreprises, on ne peut pas faire évoluer les formations. »

Une formation qui n'est pas toujours obligatoire, selon l'experte sur les métiers à impact Caroline Renoux, *« même si c'est toujours mieux de suivre un MBA pour les métiers de la responsabilité sociale des entreprises. L'idée est de partir de son métier et se former sur le versant environnemental de son secteur. »*

On peut aussi passer des certifications supplémentaires pour valider ses nouvelles compétences. Les softs skills comme la capacité d'innover, savoir travailler en équipe ou encore savoir s'adapter à de nouvelles méthodes de travail, sont également de vrais atouts. Les compétences transverses aideront aussi, selon Caroline Renoux, *« car conduire le changement est difficile. »* Mieux vaut être curieux, savoir faire du réseau *« et surtout être courageux et tenace. »*

À noter que pour une approche en ligne des enjeux du changement climatique, il existe le MOOC gratuit du C3D (le Club des directeurs développement durable et RSE) : *« Comprendre la crise écologique pour réinventer l'entreprise »*. Et si l'obtention d'un certificat est plus rassurante pour sa carrière, le Master class 21 Eco-Learn et CentraleSupelec permet de se former sur la direction d'entreprise durable.

Ce sont de petits pas pour contribuer à des sociétés plus responsables, mais il serait plus efficace d'intégrer un volet environnemental à toutes les formations, à l'image de ce qui a été fait avec l'informatique.

« On n'a pas trente ans ! »

De son côté, Sophie Margontier reconnaît que *« tant que les besoins en compétences ne sont pas identifiés par les entreprises, on ne peut pas faire évoluer les formations. »* À part, les entreprises qui sont déjà engagées dans la transition écologique *« les autres ont du mal à décoller car elles doivent tout changer et il n'y a pas de vraies contraintes qui les obligent à le faire. »*

Lueur d'espoir tout de même, *France compétence*, l'instance de gouvernance nationale de la formation professionnelle et de l'apprentissage, va lancer une étude pour faire évoluer les certifications. *« Mais on n'a pas 30 ans. Il faut vite revoir nos façons de produire et de consommer et pour ça il faut faire évoluer les entreprises »*, conclut Sophie Margontier.

Tous droits de reproduction réservés

Pickanews

Décisions durables

PAYS :France
PAGE(S) :34-41
SURFACE :615 %

PERIODICITE :Bimestriel
JOURNALISTE :Céline Husétowski

1 décembre 2021 - N°49

Greenwashing, désillusion et éco-anxiété

Dans un post Twitter daté du 4 octobre 2021, le collectif *Pour un réveil écologique* proposait d'ajouter un bouton Greenwashing dans les émoticônes qui servent à commenter un post sur Linkedin. *« Ça limitera un peu les annonces d'aéroport neutre en carbone et l'auto-congratulation des entreprises 100% durables »*, se moquaient-ils (pas si gentiment).

« Quand on vous dit qu'on va compenser le carbone en plantant des arbres, c'est faux. Un arbre met 60 ans à pousser. »

Mieux vaut ne pas être trop naïf dans les métiers verts. *« Quand on vous dit qu'on va compenser le carbone en plantant des arbres, c'est faux. Un arbre met 60 ans à pousser »*, alerte Seymour Guyot-Reeb. Depuis la reprise de l'activité économique, Caroline Renoux spécialiste des métiers à impact, estime pourtant que la prise de conscience écologique s'est accélérée, notamment dans la finance durable *« même si je vois encore certaines entreprises faire du greenwashing dans leur communication. »*

Pour éviter de tomber sur ces entreprises, l'experte conseille au candidat de faire une veille sur son secteur et de lire les rapports de développement durable des entreprises. Il peut aussi privilégier les entreprises qui ont une certification dite *B Corp*, ou les sociétés à mission. Quant aux classements d'entreprises les plus éco-responsables, *« ils ne sont pas toujours révélateurs*

des pratiques d'une entreprise, prévient-elle. *La meilleure démarche reste encore de cerner les valeurs de l'entreprise et comprendre comment elles les incarnent en rencontrant des gens qui y travaillent. »*

À l'Onemev, on conseille de lire le guide des métiers de l'environnement et du développement durable de l'ONISEP[9] et de faire attention aux codes ROME Pôle emploi pour chaque métier vert.

Mais les entreprises peuvent mettre ce qu'elles veulent derrière l'intitulé d'un poste. *« On devrait aller sur le terrain et les interroger »*, admet Sophie Margontier.

En plus du greenwashing, il faut aussi s'apprêter à vivre certaines désillusions. *« On avale des couleuvres,* prévient Caroline Renoux. *Souvent, ce qui coince, c'est que les choses ne vont pas assez vite car c'est un chamboulement pour l'entreprise. »*

Et puis mieux vaut ne pas être trop naïf. *« Ça reste le monde du business. Tout ne peut pas être écologique dans les entreprises, sinon elles ne vendraient plus de produit. »*

Seymour Guyot-Reeb, qui a commencé sa carrière dans l'informatique, a quitté son job car le secteur n'était pas en accord avec ses valeurs. Il a souffert pendant quelque temps d'éco-anxiété et a quitté Paris pour la Vendée. Il travaille désormais au lancement de sa pépinière participative Communitrees. *« L'idée, c'est de replanter des haies pour régénérer l'éco système »*, explique-t-il.

Mais il est difficile d'obtenir le feu vert des Pouvoirs publics, notamment à cause des règles régissant les marchés concurrentiels. *« Et ce n'est pas le pouvoir local qui peut supporter ce type d'initiative, mais bien le national. »*

Tous droits de reproduction réservés

Pickanews

Décisions durables

PAYS :France
PAGE(S) :34-41
SURFACE :615 %

PERIODICITE :Bimestriel
JOURNALISTE :Céline Husétowski

1 décembre 2021 - N°49

Quel futur pour les métiers verts?

Dans un rapport daté de juillet 2020 intitulé *«Monde d'après : l'emploi au cœur d'une relance verte»*, le WWF a dressé le monde idéal pour les emplois de l'économie verte. Plus d'un million d'emplois pourraient être créés dans les secteurs de la rénovation énergétique, des énergies renouvelables, des transports durables, de l'agriculture bio et du tourisme durable. À condition d'investir massivement : 14 milliards d'euros supplémentaires par an sur la période 2020-2023. Un plan de relance qui ne peut fonctionner que s'il est accompagné d'un changement structurel dans la société, avec la mise en place d'une taxonomie verte, d'un budget vert, d'une fiscalité carbone et d'une comptabilité intégrée. Mais sommes-nous prêts pour ce changement?

Dans son plan d'investissement France 2030, le gouvernement n'a pas souhaité emprunter cette voie, préférant concilier écologie et croissance dans une start-up nation. Un plan qui prévoit la mise en place d'une décarbonisation des secteurs de l'énergie, de l'industrie, de la mobilité, grâce notamment au développement des nouvelles technologies. *«J'ai entendu un projet qui repose sur un triptyque innovation, croissance, surproduction»*, a vite réagi Jean-François Julliard, le directeur général de Greenpeace, dans un post Twitter daté du 13 octobre. *«Mais il n'y a aucune remise en cause du système actuel, du modèle économique, des choix faits par les grandes entreprises, de notre surconsommation.»*

Alors, qui doit porter le changement? *«On ne peut pas prendre plus que ce que la nature nous donne»*, estime Seymour Guyot-Reeb. *«Et c'est le rôle de l'État d'intervenir, car on lui a confié notre pouvoir pour ça.»*

« La plupart des ingénieurs ferment les yeux sur l'environnement. Quand tu as une vie confortable dans une entreprise avec un bon salaire, tu n'as pas envie de te poser de questions. »

L'État doit jouer son rôle

Dans un jugement datant du 14 octobre, le tribunal administratif de Paris a estimé que l'État était bien le garant de la protection de l'environnement. Dans l'Affaire du siècle, l'exécutif a été condamné pour avoir dépassé entre 2015 et 2018, le plafond d'émissions de gaz à effet de serre de 62 millions de tonnes équivalent CO_2. Un jugement qui déresponsabilise les entreprises?

Pour Seymour Guyot-Reeb, c'est le système de croissance et de production qui piège les entreprises et les salariés. *«La plupart des ingénieurs ferment les yeux sur l'environnement. Quand tu as une vie confortable dans une entreprise avec un bon salaire, tu n'as pas envie de te poser de questions.»*

© DR

Tous droits de reproduction réservés

Pickanews

Décisions durables

PAYS :France
PAGE(S) :34-41
SURFACE :615 %

PERIODICITE :Bimestriel
JOURNALISTE :Céline Husétowski

1 décembre 2021 - N°49

À l'aube des prochaines élections présidentielles de 2022, il serait plutôt pour la mise en place d'un revenu universel de base qui reconnaîtrait le droit de vivre. *«C'est aussi utile de lire des livres et prendre le soleil que de travailler.»*

Caroline Renoux est plus nuancée, notamment sur le rôle de l'État dans la régulation des métiers de l'économie verte. En revanche, elle espère que le prochain gouvernement investira sur les formations liées au développement durable. *«Le Compte Personnel de Formation (CPF) doit permettre de financer ces formations. Pour l'instant il y en a très peu de proposées. Il faut aussi absolument que les écoles, les universités forment sur les problématiques de développement durable et pour ça, il faut pousser les profs à faire plus de recherches sur ces sujets et surtout les valoriser»*, conclut-elle.

Un changement de paradigme qui ne pourra se faire que dans les urnes. *«Et aussi dans les mentalités»*, suggère Seymour Guyot-Reeb. *«Sinon notre société va dans le mur.»*

Pour aller plus loin :

Écoutez le podcast : *«Perspectives et opportunités dans l'économie verte»*, de Pôle emploi.

Lisez le Guide ONISEP : *«Les métiers de l'environnement et du développement durable»*, février 2020.

1. Chiffres de l'Onemev
2. Enquête Besoins en main-d'œuvre 2019 de Pôle emploi
3. Les éco-activités en 2018, chiffres transmis par l'Onemev. Les éco-activités sont définies comme la production par des entreprises ou des administrations de biens et services ayant pour finalité la protection de l'environnement ou la gestion des ressources
4. Chiffres transmis par l'Onemev (moyenne des années 2016-2020)
5. Répartition des catégories socio-professionnelles au sein des métiers de l'économie verte
6. Podcast : Perspectives et opportunités dans l'économie verte, Pôle emploi
7. et 8. Chiffres fournis par l'Onemev
9. ONISEP. Les métiers de l'environnement et du développement durable, février 2020.

Définitions utiles

Métiers verts

Ils contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser, corriger les impacts négatifs et les dommages sur l'environnement. Ils sont regroupés dans plusieurs domaines d'activité : les métiers de l'assainissement et du traitement des déchets, les métiers du traitement de la pollution, ceux de la production et distribution d'énergie, et d'eau et protection de la nature.

Source : Commissariat général au développement durable

Métiers verdissants

Ils regroupent des métiers beaucoup plus variés, que les métiers verts, liés à l'agriculture, la sylviculture, l'entretien des espaces verts, l'industrie, le tourisme, l'animation, la recherche. Leur finalité n'est pas environnementale mais ils intègrent «de nouvelles briques de compétence» pour prendre en compte de façon significative et quantifiable la dimension environnementale, dans le geste métier.

Certification B Corp

Certification octroyée aux sociétés commerciales (à but lucratif) répondant à des exigences sociétales et environnementales, de gouvernance ainsi que de transparence envers le public.

Tous droits de reproduction réservés

Pickanews